

Réponse de COLT Télécommunications France (COLT) à la consultation publique de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes sur l'analyse des marchés de gros du Haut Débit et du Très Haut débit

1 Introduction

COLT remercie l'Autorité de lui avoir donné l'occasion de s'exprimer à l'occasion de la consultation sur l'analyse des marchés de gros du Haut Débit et du Très Haut débit. La réponse de COLT est structurée en quatre parties :

- Une appréciation synthétique des défis posés par le Très Haut Débit à un opérateur d'entreprises dont le cœur de métier est de fournir des services numériques aux entreprises sur sa propre infrastructure (fourreaux et fibres optiques).
- Une réponse à chacune des trois parties du document de consultation :
 - Remarques sur le bilan et les perspectives,
 - Remarques sur le marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire,
 - Remarques sur le marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational.

2 Synthèse

La consultation de l'ARCEP n'a pas correctement évalué les priorités en privilégiant la régulation du déploiement du THD, et risque de décourager les investissements en infrastructures

Le métier de COLT consiste à déployer et exploiter des infrastructures dédiées aux entreprises, afin de leur proposer des services réellement différenciés et à forte valeur ajoutée. Ainsi, COLT a utilisé sur fonds propres, à hauteur de 750 M€ d'investissements, pour déployer en France plus de 1000 km de réseau de boucle locale desservant près de 2000 bâtiments en fibre optique, et plus de 5000 km de réseau longue distance. COLT estime que l'analyse effectuée par l'Autorité est conçue dans une perspective de marché résidentiel, et que cette analyse élude les effets induits sur les conditions économiques et techniques du métier d'opérateur d'infrastructures dédié aux entreprises. Les conséquences en sont la proposition d'un dispositif qui met en péril l'équilibre économique de long terme des opérateurs alternatifs tels que COLT qui ont fait de la constitution d'une boucle locale filaire le fondement de leur activité. Or l'infrastructure dédiée, avec des fibres abondantes et en boucle, est la condition nécessaire de la qualité de service attendue par les entreprises les plus exigeantes, qui sont souvent les plus compétitives de notre pays.

La fracture numérique peut être réduite en ramenant la longueur des lignes de cuivre à 1 km au maximum, ce qui permet de fournir à tous le débit maximal de l'ADSL2

COLT déplore que l'Autorité fasse de la régulation du déploiement du très haut débit une cause prioritaire par rapport aux voies et moyens permettant d'apporter à tous les français le débit maximal permis par les lignes de cuivre, à savoir d'augmenter le nombre des répartiteurs pour ramener la longueur maximale des lignes de cuivre à 1 km, ce qui constituerait une authentique résorption de la fracture numérique. Un tel objectif permettrait de mobiliser

l'investissement privé et de réorienter l'action des collectivités locales dans une direction qui ne détruirait de valeur pour aucun opérateur, pas même France Télécom.

La mutualisation est bonne dans la mesure où elle n'est pas imposée

COLT considère que chaque opérateur doit toujours être autorisé et incité à construire ses propres infrastructures de bout-en-bout, y compris le génie civil et le câblage interne des bâtiments, dans le respect des règles urbanistiques et environnementales, et des bonnes pratiques. COLT est opposé au principe consistant à imposer à tout opérateur des règles d'ingénierie de déploiement des fibres optiques dans les infrastructures de génie civil.

L'accès aux fourreaux de tiers, notamment ceux de France Télécom, est une alternative bienvenue lorsqu'il est impossible, sur le plan technique ou économique, de réaliser de nouvelles infrastructures civiles. Si les infrastructures de France Télécom ne révèlent pas, après visite contradictoire, de capacité disponible, alors l'alternative doit consister à ce que le demandeur crée du génie civil, le cas échéant en co-investissant, et reconstitue une capacité excédentaire.

COLT estime que la présence de plusieurs câbles dans un immeuble est à terme un plus pour la valeur d'usage des services et aussi pour la valeur immobilière de l'immeuble. COLT réitère sa demande de traiter les difficultés de câblage des immeubles résidentiels par une démarche fondée sur la qualité des travaux plutôt que sur la contrainte légale. Le principe selon lequel le câblage ne doit être fait que par « *pas plus d'un opérateur par immeuble* » ne doit pas être une contrainte légale. En effet, si un opérateur a besoin de respecter des délais d'intervention inférieurs à ceux que s'engage à respecter le premier opérateur à avoir équipé en fibre les parties à usage commun de l'immeuble, il doit pouvoir le faire. COLT n'est pas opposé à ce que les opérateurs soient tenus de proposer les uns aux autres, dans des conditions transparentes et non-discriminatoires, l'utilisation contre rémunération à des conditions de marché de la fibre posée par le premier d'entre eux dans les parties à usage commun des immeubles, mais cette possibilité offerte au demandeur ne doit pas constituer une obligation pour ce dernier.

COLT demande à l'Autorité de ne pas obliger, même de façon temporaire, France Télécom à louer des fibres optiques entre le répartiteur et l'entrée des immeubles.

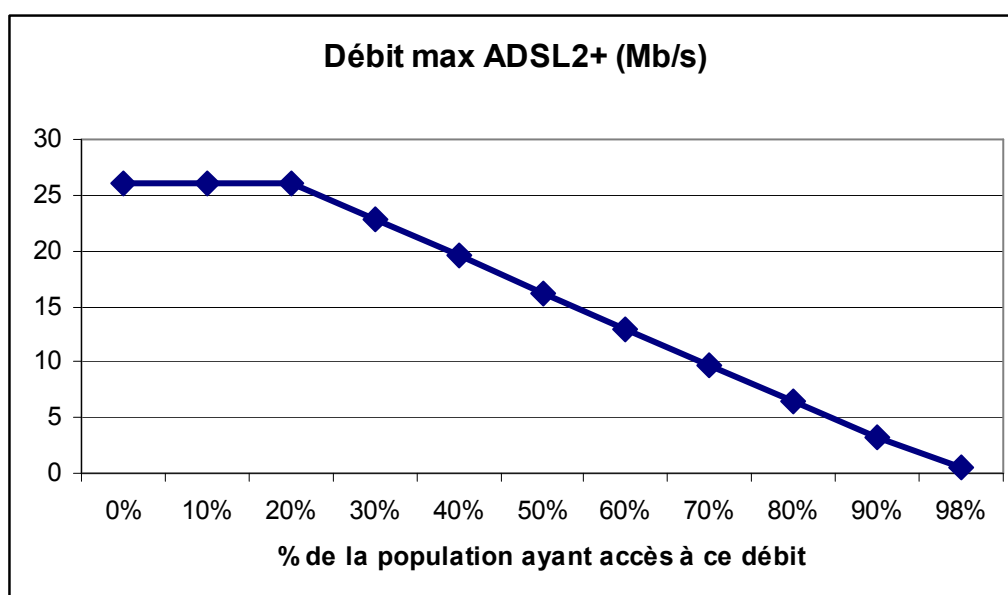
COLT est d'accord sur la proposition de l'Autorité de ne pas imposer à France Télécom d'obligations d'accès pour les offres de gros d'accès activées sur fibre livrées au niveau infranational tant qu'il est prouvé que les offres en question ne sont pas utilisées par des clients entreprises, que France Télécom les désigne ou non comme des offres entreprises. Dans le cas contraire, une offre de gros devrait être proposée par France Télécom, permettant à un opérateur purement entreprises ayant réalisé son infrastructure de boucle locale sur une partie du territoire national de ne pas être exclu de marchés nationaux en raison de l'absence d'offre de gros lui permettant de compléter son offre là où il n'est pas déployé en boucle locale.

COLT n'est d'accord pour la levée de l'obligation du service d'accès infranational de qualité professionnelle en ATM qu'une fois reconnu, par les clients des services de détail qui reposent dessus, le caractère substituable de l'offre Ethernet de remplacement.

3 Remarques sur le bilan et les perspectives

Le vrai enjeu n'est pas correctement appréhendé par l'ARCEP : il s'agit de réduire la fracture numérique en augmentant le pourcentage de la population ayant accès au débit maximal en ADSL 2+

En page 4, le graphe donnant le débit maximal théorique en ADSL2+ et en ADSL est présenté selon la longueur en km de la ligne de cuivre entre le répartiteur et l'abonné. Cette présentation technique masque une réalité d'usage de masse. Il aurait fallu raisonner, en ce qui concerne l'abscisse de ce graphe, en % de la population ayant accès à tel ou tel débit et non en km à partir du NRA. Pour ce que nous en savons, 20 à 25% des abonnés à un service assuré par le réseau de cuivre sont à moins de 1 km du NRA et ont accès au débit maximal, 73 à 78% sont connectés par des lignes de 1 à 5 km de long et ont droit à un débit décroissant linéairement à partir du premier km jusqu'à atteindre 512kb/s en ReADSL2, et 2% n'ont pas accès au haut débit par le réseau de cuivre. La courbe du débit auquel peut prétendre la population est donc approximativement égale au graphe suivant :



Comment se situe le Très Haut débit par rapport à ce graphe ? Il s'agit de ceux qui sont dans les grandes villes, donc une partie de ceux qui sont reliés par une ligne courte, et de faire passer leur débit-crête de 20Mb/s à 100 Mb/s.

Si l'on parle d'inégalité devant le haut débit, quel est l'enjeu ? Ce sont les 80% de la population qui n'ont pas droit au débit maximal de l'ADSL2+ ?

La priorité de l'ARCEP devrait consister à étendre le concept de l'offre NRA-ZO

Quelle devrait être en conséquence la priorité du régulateur et des collectivités locales ? Cette priorité devrait consister à relever la partie droite de la courbe, en raccourcissant les lignes longues par la multiplication des répartiteurs, afin de donner accès à l'ensemble de la population française au débit maximal de l'ADSL2+. L'offre NRA-ZO explore ce concept pour les lignes supérieures à 5 km. COLT propose ici que la priorité du régulateur consiste à étendre ce concept aux lignes de 1 à 5 km. Quant au Très Haut Débit, laissons le marché l'expérimenter, d'une part en raffinant les conditions opérationnelles des offres de gros

existantes, et d'autre part en laissant la liberté d'entreprendre s'exprimer. A lire la consultation, on a l'impression contraire. Le régulateur se trompe de priorité.

En page 5, l'ARCEP présente la télévision en mode multi-canal comme une raison d'être du Très Haut Débit. COLT considère que cette raison est faible, vu que le satellite est bien mieux adapté et bien plus économique que le réseau filaire pour assurer un tel service.

Dans le domaine du THD, dégroupage et DSP sont deux fausses bonnes solutions

En page 6 de la consultation, l'ARCEP remarque que : « le câble est faible en France ». c'est une évidence, mais pourquoi en est-on arrivé là ? Les premiers réseaux câblés français ont été construits selon une forme primitive de dégroupage a priori, l'opérateur commercial n'étant pas l'opérateur technique. La seconde vague de réseaux câblés a été construite selon la modalité de la Délégation de Service Public, ce montage bizarre consistant à construire un actif de long terme sans en être propriétaire, dans la perspective d'en tirer profit dans un nombre d'années très inférieur à la durée de vie de cet actif. Ces deux modes de répartition de la propriété et de l'exploitation sont à l'origine des maux du câble français. En effet, priver une société de la perspective de l'exploitation à long terme de son réseau et son intérêt dans la mise en valeur de cet actif sera distordu et amoindri. Or Dégroupage (des fourreaux) et DSP sont les deux recettes aujourd'hui préconisées par l'ARCEP pour le Très Haut Débit. Le succès du dégroupage a posteriori du cuivre ne doit pas faire illusion. Hors de l'exploitation d'un réseau existant et bien construit, le dégroupage n'est pas un modèle qui incite à une création d'infrastructures.

Favoriser une intervention des fonds publics intelligente et non destructrice de valeur

Le schéma de la page 10 de la consultation dit que 4,1 millions de foyers sont dégroupables (et non dégroupés) grâce à 1,9 milliards d'euros d'investissements dans les réseaux d'initiative publique. En supposant que les réseaux d'initiative publique soient financés à 50% par des fonds publics, cela représente 463 € d'investissement par abonné dégroupable grâce à l'intervention des collectivités locales. Mais le taux de pénétration du haut débit est d'environ une ligne sur 2 (environ 15 millions sur 30 millions) et la part de marché des dégroupes est d'environ 50%. La part de fonds publics dans l'investissement moyen des collectivités locales est donc de 1853 € par abonné effectivement dégroupé. Tout cela pour offrir le même service que France Télécom pour 10€ TTC (soit 8,43 € HT) de moins par mois. Mettre 1853€ sur la table pour économiser 8,43 € par mois (à supposer que ce différentiel de prix reste constant sur la période), c'est un *pay-back* de 221 mois, soit 18,5 ans. Mais l'investissement n'est pas fait pour 18 ans seulement, et la comparaison entre des flux de fonds étalés dans le temps ne peut se faire qu'avec un taux d'actualisation. La valeur actuelle nette d'un flux mensuel de 8,43 € HT sur 40 ans n'est supérieure à 1853 € que pour un taux d'intérêt annualisé inférieur à 4%. Tout cela pour connecter des NRA par une infrastructure construite sur fonds publics, alors qu'ils auraient pu l'être par une liaison fibre optique louée à France Télécom. Notons qu'en réseau de collecte (a fortiori lorsqu'il s'agit de la collecte d'un réseau d'accès dégroupé), le recours à une fibre mutualisée n'a pas le même impact niveleur de la qualité de service que sur le réseau d'accès. Du point de vue de la gestion des fonds publics, de l'immensité des besoins à satisfaire et de l'état global des finances publiques, on peut donc questionner l'opportunité de l'introduction de la concurrence au moyen des fonds publics (intervention dite « en zone grise »). En revanche, COLT considère l'intervention publique comme légitime là où elle permet de généraliser à l'ensemble de la population un niveau de

service que le marché a déjà apporté à une proportion significative d'*early adopters*, et où donc la preuve de l'utilité a déjà été faite.

En page 21, l'ARCEP rappelle l'absence de régulation des marchés de détail du haut débit. Formellement, ceci est exact. Mais en fait, la régulation des prix de détail revient au galop sous le nom de protection du consommateur : la régulation directe des tarifs de détail du *roaming*, la régulation du tarifs de *hotlines*, les demandes de transformation de services à valeur ajoutée en services interpersonnels compris dans les forfaits des opérateurs grand public rendent du pouvoir d'achat au consommateur, mais diminuent directement la capacité des opérateurs à investir. En effet, les opérateurs fixes alternatifs n'en sont pas à distribuer des dividendes. Leur *free cash flow* est utilisé à investir.

En page 23, l'Autorité tire la conclusion qu'« *il est fort probable qu'un seul opérateur soit autorisé à déployer sa fibre dans un immeuble donné* ». COLT s'inscrit en faux contre cette conclusion et joint à titre d'exposé de sa position à ce sujet, sa réponse à la récente consultation de la Direction Générale des Entreprises relative aux mesures législatives pour le Très haut Débit. En résumé, COLT pense qu'autant la mutualisation du câblage interne dans les immeubles est une bonne chose, autant le fait de forcer cette solution par des mesures législatives cause des effets pervers, à savoir que cela conduit à créer les monopoles locaux que l'on prétend redouter.

En page 25, L'Autorité déclare à propos des collectivités locales que : « *Leur intervention peut également être décisive sur le très haut débit (...) en partageant les infrastructures de génie civil des réseaux câblés dans les villes qui en sont propriétaires au titre des délégations de service public* ». le régime de propriété des réseaux câblés français est passablement confus, comme en témoigne d'une part l'étude de reconstitution a posteriori du régime juridique des réseaux câblés menée par Monsieur Emmanuel Glaser, conseiller d'Etat, et d'autre part les positions diamétralement opposées affichées par l'opérateur du câble.

En tout état de cause, sauf accord des parties, une mise en conformité d'une convention avec une loi ne saurait remettre en cause de façon anticipée la jouissance des infrastructures de réseaux câblés par les exploitants de ces réseaux avant le terme de leur convention d'occupation.

En effet, une politique de spoliation unilatérale des infrastructures de réserve dont bénéficient, en tout état de cause jusqu'à la fin de leur conventions en cours, les exploitants de réseaux câblés, constituerait un coup de boutoir de plus porté aux constructeurs et exploitants privés de réseaux de communication électronique possédant leur propre infrastructure.

La mutualisation volontaire doit être préférée à la mutualisation forcée, véritable spoliation

Pourquoi parler de spoliation, là où la demande peut être vue comme une simple location forcée à un tarif imposé ? Parce que, pour un opérateur de réseau de communication électronique ayant financé ses infrastructures, les capacités de réserve ont été constituées dans une quadruple perspective :

- Ne pas avoir à encourir à nouveau une dépense de génie civil quand le développement du réseau conduit à devoir poser un nouveau câble sur une route de réseau déjà active,
- Eviter aux usagers du domaine public les gênes occasionnées par des travaux répétés sur un même itinéraire,

- Disposer d'une monnaie d'échange, principalement destinée aux autres opérateurs à qui des fourreaux équivalents peuvent être achetés sur un autre itinéraire,
- Disposer d'un avantage concurrentiel par rapport aux opérateurs ayant fondé leur réseau sur la location des infrastructures des autres.

On perçoit là toute la différence entre mutualisation volontaire, qui est un jeu à somme positive entre opérateurs qui y participent, et mutualisation imposée, qui est un jeu à somme négative pour les propriétaires (ou détenteurs de long terme) d'infrastructures.

Il ne s'agit pas, en proposant de privilégier la mutualisation volontaire, de proposer un cadre ouvrant la porte à la spéculation sur l'infrastructure. D'ailleurs la loi du 9 juillet 2004 prévient ce risque, en stipulant que : « Le prix facturé pour l'occupation ou la vente de tout ou partie de fourreaux reflète les coûts de construction et d'entretien de ceux-ci. » (art. L45-1 du CPCE).

Autant le partage volontaire des infrastructures issues du monopole contribue à recréer une égalité entre les différentes générations d'opérateurs, autant le partage imposé décourage l'investissement privé dans l'infrastructure.

Une vision caricaturale domine la régulation française des communications électroniques : « Au secteur privé l'investissement dans l'électronique et le marketing, au secteur public l'investissement dans l'infrastructure ». Autrement dit, la concurrence dans les communications électroniques fixes, issue de la loi de 1996, n'aurait pour objet que de partager dans un premier temps la boucle locale de France Télécom, puis celle des câblo-opérateurs et/ou celle des collectivités locales.

Cette vision résulte d'une prophétie auto-réalisatrice. Pour avoir rattrapé le temps perdu de la prolongation du monopole en organisant le partage de la boucle locale de France Télécom, on ne pense plus le développement des télécommunications fixes qu'en termes de partage imposé d'infrastructures.

Le raisonnement qui était valable à titre transitoire et à l'égard d'une infrastructure existante (passer du monopole à la concurrence en tirant le meilleur d'une infrastructure de cuivre issue du monopole, mais encore pleine de possibilités), a été étendu à tort à une phase de création d'une nouvelle infrastructure.

Il est faux de considérer que le secteur privé est incapable d'investir dans l'infrastructure. L'exemple du logement est là pour le montrer. Les particuliers n'hésitent pas à investir dans ce secteur qui ne rapporte que 3 à 7% de la valeur de l'achat chaque année. Mais, s'ils le font, c'est parce qu'il existe un marché de l'immobilier, sur lequel la valeur de revente d'un bien ne constitue pas un risque insupportable. De même, les sociétés de financement d'avions de ligne (General Electric, IFLC,...) n'hésitent pas à acheter par centaines les gros-porteurs d'Airbus et de Boeing, car elles savent qu'elles pourront en reprendre possession en cas d'impayé et qu'elles ont des chances raisonnables de retrouver un nouveau locataire solvable en cas de défaillance du premier.

La politique de l'ARCEP pour le développement des réseaux fixes de communications électroniques devrait être repensée autour de la sécurisation de l'investissement privé dans l'infrastructure, et devrait tourner le dos à la mutualisation forcée. Cette sécurisation passe par le développement du marché de l'infrastructure. Les réseaux issus des délégations de service public devraient être privatisés au terme des conventions.

En page 27, L'Autorité a annoncé par l'intermédiaire de sa consultation que France Télécom annonçait l'abandon d'un déploiement systématique de la technologie ATM sur tous les NRA. Une de conséquences de cet abandon est l'annonce du passage progressif de DSLE sur Ethernet. COLT est très sensible, de par la nature de sa clientèle, à la qualité de service, et sera très attentif à la technologie Ethernet retenue par France Télécom pour garantir les débits. S'agira-t-il de MLPS en couche 2 ? De PBT ? Des protocoles développés par Nokia Siemens Networks (ex-Atrica), mis en œuvre par France Télécom dans son offre Man Ethernet ? A notre connaissance, l'architecture déployée depuis plusieurs années par France Télécom pour les offres triple play grand public ne supporte pas les mécanismes de garantie de débit dont ont besoin les clients entreprise. France Télécom déploiera-t-il deux réseaux Ethernet en cœur de réseau, l'un pour le grand public, l'autre pour l'entreprise ? Seul un examen très attentif non seulement des STAS, mais de l'architecture (type de matériel, niveau de version logicielle) permettra de savoir si l'évolution d'architecture proposée par France Télécom est satisfaisante pour les entreprises.

En page 29, l'Autorité écrit : « *Le dégroupage constitue aujourd'hui la seule possibilité pour un opérateur de proposer de la télévision par ADSL ou de la vidéo à la demande* ». La première partie de cette phrase (sur la télévision par ADSL) ignore le cas de France Télécom, qui n'a pas à dégroupier pour utiliser son propre cuivre. La seconde ignore le cas du câble, qui a une architecture lui permettant tout à fait d'offrir de la vidéo à la demande. Cette phrase révèle un raccourci saisissant dans la pensée de l'ARCEP : un opérateur, c'est un dégroupier, et rien d'autre. Pour celui qui ne pense qu'à utiliser un marteau, tout problème est un clou.

La réflexion qu'inspire à COLT le bilan et les perspectives dévolution des marché du haut débit et du très haut débit proposée par l'ARCEP est la suivante : les opérateurs mobiles et dégroupiers qui ont investi sur leur marché d'origine 1€ pour 1€ de chiffre d'affaires annuel, veulent offrir la convergence fixe-mobile dans les mêmes conditions d'intensité capitalistique, alors que le métier d'opérateur fixe exercé dans son entier est beaucoup plus intense en capital. Cette prétention des opérateurs mobiles et dégroupiers n'est pas raisonnable. Le destin des opérateurs alternatifs est de monter les barreaux de l'échelle de l'investissement, pour arriver à une concurrence sur des services réellement différenciés dans leur architecture et leur qualité, car fournis sur des infrastructures différentes.

4 Remarques sur le marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire

En page 5 de la seconde partie du document de consultation, l'ARCEP énumère les technologies d'accès haut débit disponibles en France, sans jamais préciser qu'il s'agit du marché grand public uniquement, ou au contraire sans mentionner la fibre entreprise. Or France Télécom a dû câbler au moins 10 000 bâtiments en fibre, Comptel 2500, COLT 2000, Verizon et neuf Cegetel plusieurs centaines. Passer sous silence cette réalité, malgré les rappels multiples de COLT et d'autres opérateurs sur le sujet, relève pour l'ARCEP de l'autisme. Les conséquences en sont la proposition d'un dispositif qui met en péril l'équilibre économique de long terme des opérateurs alternatifs tels que COLT qui ont fait de la constitution d'une boucle locale filaire le fondement de leur activité.

4.1 Les acteurs sont invités à se prononcer sur l'inclusion de la fibre dans le marché. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements économiques, techniques et juridiques ils estiment pertinent de s'appuyer pour l'exclure de ce marché.

COLT s'accorde avec l'ARCEP sur l'inclusion de la fibre dans le marché 4. Cependant, en énumérant les technologies d'utilisation de la fibre, l'Autorité situe son débat dans la « planète résidentielle », sans le dire. Et pour cause : la France est un pays d'habitat mixte, où de nombreux immeubles sont occupés à la fois par des clients résidentiels et par des entreprises. Et le réseau de cuivre, que les réseaux FTTH ont vocation à remplacer à terme, dessert tout autant les entreprises que les clients résidentiels. L'Autorité présente par ailleurs le choix entre le PON et le point à point comme un choix fermé. Ceci ignore que la fibre puisse être utilisée dans des architectures en boucle, avec un chemin de retour distinct du chemin aller. Par ailleurs le PON et le point à point sont présentés comme des architectures ultimes, définitives. Or, selon COLT, chacune de ces architectures n'est qu'une étape, mais personne ne sait dire le calendrier de l'évolution du PON vers le point à point ou la boucle, ou l'évolution subséquente des architectures et des technologies.

4.2 Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la définition d'un marché des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire, comprenant à la fois l'accès à la boucle cuivre d'une part et l'accès aux infrastructures de génie civil d'autre part. Ils préciseront sur quels fondements économiques, techniques et juridiques, ils estiment pertinent ou non de définir un tel marché.

COLT s'accorde avec l'ARCEP sur l'inclusion des infrastructures de génie civil dans le marché 4. Cependant, en page 15, l'ARCEP déclare que Free ou Neuf Cegetel déploient de la fibre à Paris en utilisant les égouts pour des raisons économiques. Ceci est peut-être vrai pour un opérateur qui a choisi le PON, mais pour un opérateur ayant choisi le Point à Point comme Free ou la boucle comme COLT, la raison du déploiement en égout n'est pas économique, c'est le résultat d'une politique d'incitation de la Ville de Paris. Les délais pour déployer en égout étaient rapides car la Mairie préférait cette solution, en raison des recettes de redevance et de l'absence de chantiers en surface. Mais l'utilisation des égouts complique l'exploitation et n'apporte pas d'économie de long terme, même avec des redevances à 1€ du mètre d'artère par an, quand on a en moyenne sept câbles à plusieurs centaines de fibres chacun par rue de Paris.

4.3 Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la délimitation du marché pertinent ainsi défini.

En page 18, l'Autorité fait le choix d'un marché national. COLT adhère à ce choix, mais craint que la Commission Européenne ne le remette en cause. Si cela devait être le cas, entre le marché national et l'immeuble, il n'y a selon COLT point de solution satisfaisante.

L'analyse de marché « Business Connectivity Market Review » soumise à consultation publique par l'Ofcom depuis le 17 janvier 2008 consiste à considérer comme desservi par un opérateur tout ce qui est au maximum 250 m de son réseau (alinéa 6.33 et suivants). COLT considère cette approche comme simpliste. Cette approche conduit à classer « on-net », c'est à dire desservi par le réseau, de très nombreuses adresses pour lesquelles le raccordement ne

serait rentable que dans des conditions financières non standard (en termes de débit, de SLA, de durée d'engagement, de prix) et donc ne serait pas rentable pour la plupart des commandes unitaires que nous recevons, notamment en raison du coût de connexion de bâtiments individuels. Les allègements d'obligations de l'opérateur historique sur le marché de gros qui découlent de l'analyse de l'Ofcom sont très inquiétants pour COLT.

Selon COLT, si le marché n'est pas national, il y a un marché par immeuble.

4.4 Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse de la puissance

En page 23, l'Autorité déclare que : « *Le creusement d'une tranchée et la pose de fourreaux et de chambres revient ainsi à environ 120 €/ml. En comparaison, les offres de fourreaux des collectivités se situent généralement autour d'un tarif de location de 1 €/ml/an.* ».

Le tarif de 120 €/ml est supérieur à ce que pratique COLT (entre 80 et 100 €/ml). De plus ce chiffre ne prend pas en compte la mutualisation : les opérateurs pratiquent le partage d'infrastructure en se revendant des fourreaux. Le facteur mutualisation est ainsi de 2,8 à Lyon, ce qui pour six fourreaux, ramène le coût de construction ex post à 6 €/ml/fourreau. Le tarif de location de 1 €/m pratiqué par certaines collectivités représente une économie de coût de construction en zone dense. Il peut être plus élevé en zone moins dense. Le rapport entre tarif de vente et tarif de location du fourreau au mètre peut ainsi être beaucoup plus bas que ne le laisse entendre l'Autorité. C'est pourquoi le génie civil de France Télécom ne constitue pas une facilité essentielle, contrairement à ce qu'affirment les opérateurs qui n'ont pas l'ambition de monter l'échelle de l'investissement au-delà du dégroupage du fourreau.

4.5 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le dispositif mis en place par France Télécom au niveau du marché de gros. En particulier, les acteurs sont invités à se prononcer sur le caractère satisfaisant de l'offre de gros, notamment au regard de la transparence et de la répliquabilité de l'offre NRA-ZO

Le principe de l'offre NRA-ZO est excellent. COLT pense qu'il devrait être étendu progressivement aux zones disposant d'un débit DSL inférieur au débit maximal, c'est à dire que les lignes de cuivre d'une longueur supérieure à 1 km devraient être raccourcies par création de nouveaux NRA sur le principe des NRA ZO.

4.6 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de maintenir l'offre commerciale existante de raccordement des répartiteurs distants.

L'offre LFO de France Télécom est très utile car elle permet d'étendre le dégroupage du réseau de cuivre au-delà de ce que feraient spontanément les opérateurs dégroupes, sans mettre en jeu d'argent public. COLT pense que cette offre devrait être régulée au titre du marché 4, en tant que service accessoire propice au dégroupage du cuivre. Ceci ne contredit pas la position de COLT selon laquelle le génie civil ne constitue pas une facilité essentielle de la boucle locale, car la différenciation des architectures et de la qualité de service est beaucoup plus importante et nécessaire en ce qui concerne la boucle locale de demain qu'en ce qui concerne la collecte. .

4.7 *Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence ainsi que sur le caractère raisonnable et proportionné d'une obligation pour France Télécom d'héberger dans ses chambres de tirage les équipements passifs nécessaires aux déploiements des opérateurs tiers.*

COLT en reste au principe classique que les chambres de tirage sont partageables entre els opérateurs car elles ne contiennent que des câbles, qui sont des équipements robustes. En revanche, les équipements passifs (boîtes d'épissurage ou équipements *splicer* PON) sont par nature fragiles. C'est pourquoi il convient que ces équipements soient situés dans des chambres propres à chaque opérateur. Ces chambres propres peuvent être adjacentes aux chambres de tirage. La convention Grand Lyon signée entre les opérateurs et la Communauté Urbaine de Lyon décrit très bien ce principe.

4.8 *Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence ainsi que sur le caractère raisonnable et proportionné d'une obligation pour France Télécom d'accepter, de façon transitoire, les loves de câbles de fibre optique des opérateurs tiers dans ses chambres d'adduction.*

Que veut dire transitoire ? S'agit-il de quelques jours ou de plusieurs mois, voire de plusieurs années ? Dans le premier cas, la demande semble raisonnable, dans le second, elle ne l'est pas.

4.9 *Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur les caractéristiques d'une offre d'accès au génie civil susceptibles de relever d'un accès raisonnable.*

Le principe d'une offre raisonnable d'accès au génie civil de France Télécom consiste à dire que, s'il est avéré qu'il n'y a pas de place disponible, par exemple après constat lors d'une visite contradictoire, l'opérateur demandeur doit être prêt à construire le génie civil sur les portions de l'itinéraire sur lequel France Télécom n'a pas de disponibilité.

En revanche, l'adoption de règles de disponibilité imposant le sous-tubage d'un fourreau avant de laisser poser le câble d'un opérateur alternatif dans un fourreau de France Télécom constitue, selon COLT, une précaution excessive. Il vaut mieux encourir un risque de coupure lors de la dépose du ou des câbles anciens de France Télécom que de devoir considérer comme saturés des fourreaux dans lesquels il y aurait passage pour un câble, non pour un sous-tube destiné à le protéger.

L'adoption de règles strictes classant les chambres en chambres de tirage (sans autre chose que des câbles) et chambres d'épissurage (comprenant des éléments passifs) est en revanche souhaitable, afin que les premières puissent être partagées et non les secondes.

4.10 Les acteurs sont invités à faire part de leurs commentaires et de leurs propositions éventuelles, sur la pertinence, l'opportunité et le contenu d'un tel dispositif (fourniture préalable des informations dont dispose FT, mais pas de mise à jour systématique, possibilité de mutualiser le tirage de câbles optiques)

COLT considère comme sages les propositions de l'Autorité dans ce domaine.

4.11 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le caractère raisonnable et proportionné de l'application des mêmes règles d'ingénierie à l'ensemble des opérateurs déployant des réseaux de fibre optique dans les infrastructures de génie civil, y compris France Télécom et Numéricâble dans les villes du Plan Câble.

COLT considère l'adoption d'une régulation symétrique des règles d'ingénierie à l'ensemble des opérateurs déployant des réseaux de fibre optique dans les infrastructures de génie civil comme normale en ce qui concerne les fourreaux et les chambres de tirage, mais absolument excessive en ce qui concerne le tirage des câbles eux mêmes. En effet, il est souhaitable que la concurrence par les infrastructures permette à des architectures différentes de se déployer : espacement des chambres, diamètre des câbles, topologie des câbles différent selon que l'on réalise un réseau câblé, un réseau PON, un réseau point à point ou un réseau en boucle. Les engagements opérationnels (service level agreements ou SLA) sont distincts d'un marché à l'autre. Ce n'est pas parce que l'on loue ou achète un fourreau à un autre opérateur qu'il faille déployer son réseau selon les mêmes règles d'ingénierie. Adopter la règle proposée par l'ARCEP conduirait à imposer indirectement une technologie et une topologie, ce qui est nuisible à la diversité des offres, alors que les besoins à satisfaire sont eux bien différents.

Par ailleurs, COLT se demande sur quel fondement juridique une telle obligation symétrique pourrait légitimement s'appuyer.

4.12 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le traitement des cas de saturation

L'opérateur qui demande la désaturation doit payer et être propriétaire de ce qu'il paie. Il pourra ensuite être invité au partage de la capacité excédentaire qu'il aura construite à cette occasion.

Il faut éviter de glisser vers le principe de l'infrastructure appartenant à un unique acteur. Tout acteur doit être invité à construire là où il en exprime le besoin et où l'existant ne peut l'accueillir. Il doit être incité à en rester propriétaire, soit pour (volontairement, non par obligation) revendre, soit pour (volontairement, non par obligation) louer aux autres la capacité excédentaire qu'il aura ainsi créée.

4.13 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur le contenu des annexes [dégroupage et accès aux infrastructures de génie civil de la boucle locale] proposées en fin du présent document

COLT est d'accord sur la liste des obligations que l'ARCEP propose d'imposer à France Télécom au titre de l'annexe « dégroupage ». COLT propose d'y ajouter l'obligation suivante :

- Obligation de donner accès sous forme d'une interface informatique standard (par exemple, par *web service*) à ce que l'opérateur dégroupé a à connaître des systèmes d'information automatisés décrivant les ressources objet de l'obligation de dégroupage, et ce pour l'ensemble du cycle (éligibilité, catalogue tarifaire, commandes, suivi des commandes, livraisons, incidents et relèves d'incidents, détails de facturation, ...).

En ce qui concerne l'accès aux infrastructures de génie civil de la boucle locale,

- COLT est d'accord sur les obligations proposées par l'ARCEP, à l'exception de la disposition suivante :
 - o Offre d'hébergement des équipements passifs en chambres de tirage.
- COLT propose d'ajouter l'obligation suivante :
 - o Obligation de donner accès sous forme d'une interface informatique standard (par exemple, par *web service*) à ce que l'opérateur loueur d'infrastructures de génie civil a à connaître des systèmes d'information automatisés décrivant les ressources objet de l'obligation de dégroupage, et ce pour l'ensemble du cycle (éligibilité, catalogue tarifaire, commandes, suivi des commandes, livraisons, incidents et relèves d'incidents, détails de facturation, ...).

4.14 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la mise en place d'un délai d'un mois dans le cas d'une baisse tarifaire.

COLT est d'accord sur cette proposition.

4.15 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence du dispositif actuel d'engagements de niveau de qualité de service et de respect de ces engagements, et de leurs propositions quant à son évolution éventuelle.

COLT trouve le dispositif actuel pertinent dans son principe. Les inefficacités rencontrées résultent d'un travail en commun insuffisant des opérateurs pour unifier les processus et relever le niveau global de la qualité de service. Si France Télécom abusait, il serait toujours possible pour l'Autorité de prendre des sanctions, mais le processus actuel des groupes de travail opérationnel "Dégroupage et DSL résidentiel" et « DSL professionnel et services de capacité » est vertueux et doit être encouragé, avant d'envisager de soumettre France Télécom à des obligations plus sévères.

4.16 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné des obligations que l'Autorité propose d'imposer à France Télécom pour ses offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire.

COLT est d'accord sur les dispositions envisagées par l'Autorité.

4.17 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la proposition de l'Autorité de ne pas imposer à France Télécom d'obligations pour les offres de gros passives sur fibre.

COLT, qui a raccordé en fibres optiques près de 2000 bâtiments en France, est absolument opposé au principe d'obligation à tout opérateur, y compris France Télécom, de donner accès à ses concurrents, même de façon temporaire, à tout immeuble à partir de son répartiteur optique.

L'adoption de ce principe, même envisagée dans la perspective du FTTH résidentiel, casserait la dynamique de construction des boucles locales d'entreprises que COLT, Completel, Verizon et Neuf Cegetel ont réalisé et continuent de réaliser depuis 1996. Si une telle décision devait être adoptée, COLT emploierait tous les moyens légaux pour la faire annuler, en raison du dommage extrême que cette mesure ferait encourir à ses investissements de long terme en France. Une fois de plus, l'ARCEP imagine une économie des communications électroniques résidentielles sans considérer que les entreprises sont souvent situées dans des immeubles qui sont aussi à usage résidentiel, et que les infrastructures supportant les services résidentiels sont souvent les mêmes que celles qui supportent les services professionnels.

En ce qui concerne le câblage interne, la mutualisation est souhaitable, mais elle devrait être obtenue par des moyens non coercitifs.

5 Remarques sur le marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational

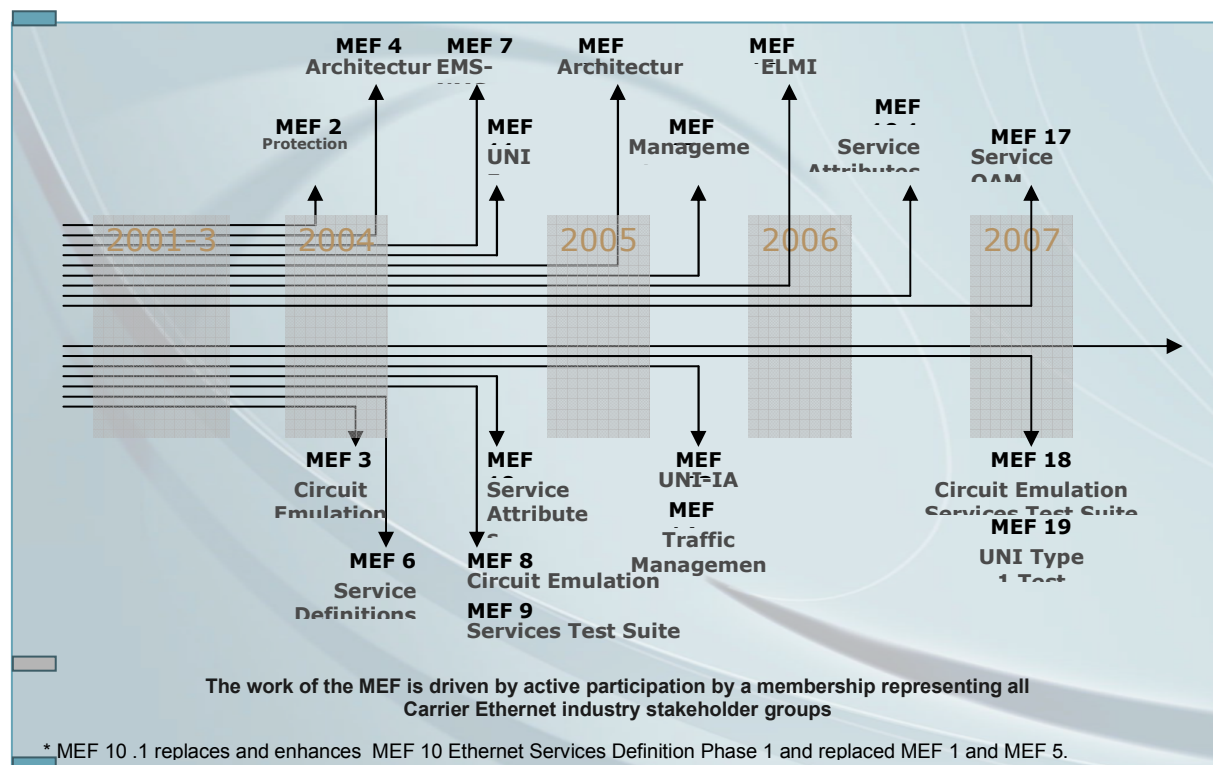
5.1 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'inclusion des offres livrées en Ethernet dans le marché. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements juridiques ils estimeraient pertinent de les en exclure.

Le mot Ethernet recouvre deux choses :

- Une interface de livraison de services d'une part
- Un protocole de communication, initialement défini au niveau local et pour l'intra-entreprise au sein de l'IEEE, et progressivement étendu, notamment grâce aux travaux du Metropolitan Ethernet Forum, à l'inter-site métropolitain, à la longue distance et surtout aux communications de cœur de réseau d'un opérateur.

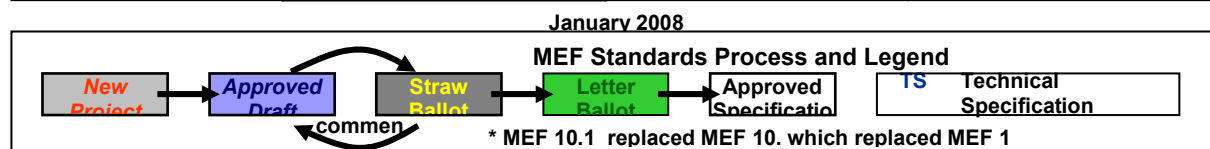
Cela dit, alors que les standards de service sont progressivement rendus disponibles par les technologies fournies par les équipementiers, la technologie est en avance sur les standards en ce qui concerne les protocoles d'une part, et la définition de la qualité de service d'autre part. Les interfaces NNI ne progressent pas aussi vite que les interfaces UNI. Il en résulte une perte

de précision sur la définition du contrat qui relie l'opérateur à son client, et plus encore l'opérateur de détail à l'opérateur de gros.



Calendrier des spécifications du Metropolitan Ethernet Forum

Service Area	Architecture Area	Management Area	Test and Measurement Area
MEF 6 – Ethernet Services Definitions (TS)	MEF 2 – Protection Framework and Requirements (TS)	MEF 7 – EMS - NMS Information Model (TS)	MEF 9 – Abstract Test Suite for Ethernet Services at the
MEF 3 – Circuit Emulation Service Requirements (TS)	MEF 4 – Metro Ethernet Network Architecture Framework Part 1: Generic	MEF 15 – Requirements for Management of Metro Ethernet Phase 1 – Network	MEF 14 – Abstract Test Suite for Traffic Management Phase 1 (TS)
MEF 8 Emulation of PDH over MENs (IA)	MEF 11 - UNI Framework and Requirements (TS)	MEF 16 – Ethernet Local Management Interface	MEF 18 Abstract Test Suite for CES over Ethernet (TS)
MEF 10.1 Ethernet Services Attributes Phase 2 (TS)	MEF 12 – Metro Ethernet Network Architecture Framework Part 2: Ethernet	MEF 17 Service OAM Requirements and Framework (TS)	MEF 19 Abstract Test Suite for UNI Type 1 (TS)
Ethernet Services Definitions Phase 2 (TS)	MEF 13 – User Network Interface Type 1 (IA)	EMS-NMS Information Model (TS) Phase 2	UNI Type 2 Test Suite (TS) Part 2 E-UNI
Mobile Backhaul (IA)	UNI Type 2 (IA)	Service OAM Performance Management (IA)	Abstract Test Suite for E-NNI (TS)
Classes of Service (IA)	External NNI (E-NNI) Phase 1 (TS)	Service OAM Fault Management (IA)	UNI Type 2 Test Suite (TS) Part 1 link OAM
	Ethernet Service Constructs (TS)		
	NID Specification (TS)		



Plan de travail du comité technique du Metropolitan Ethernet Forum

Les deux figures ci-dessus sont données pour illustrer l'extrême jeunesse de la normalisation en matière de services Ethernet métropolitains et longue distance de qualité opérateur. Il en

résulte que la plupart des services Ethernet aujourd'hui opérationnels ne les respectent pas complètement.

D'un côté, Ethernet progresse vers la « qualité opérateur », mais les opérateurs ont déployé des implémentations antérieures aux standards. De l'autre, France Télécom est beaucoup plus prompt à annoncer le retrait du service des technologies normalisées (SDH, ATM) qu'à indiquer quelles technologies normalisées les remplaceront. Il en résulte une incertitude sur ce qui peut et pourra à l'avenir être demandé au titre d'une offre de gros. Une telle incertitude ne peut être levée que par la connaissance précise de l'architecture matérielle et logicielle du réseau de France Télécom, afin de définir ce qui peut de façon réaliste lui être demandé.

Par ailleurs, les opérateurs alternatifs sont acheteurs de produits de détail de l'opérateur historique autant que de produits de gros, l'opérateur historique ne proposant pas systématiquement d'offre de gros correspondant à chaque offre de détail, ou bien les architectures de produit de gros nécessitant des investissements (colocalisation pour avoir accès à un tronc dans le cas d'un produit de gros de structure tronc-feuilles) qui ne sont rentables qu'au dessus d'un seuil en termes de quantités commandées (cas d'EthernetLink commandé par COLT là où une porte CE2O n'est pas encore construite ou ne serait pas rentable dans des délais raisonnables).

En tout état de cause, il est indispensable d'intégrer l'ensemble des services Ethernet offerts par les opérateurs (sur le marché de détail comme sur le marché de gros) dans le marché de gros pour bien comprendre de quoi est constitué le marché de gros.

5.2 *Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur l'inclusion des offres fondées sur le câble et la fibre dans le marché. Ils préciseront, le cas échéant, sur quels fondements ils estimeraient pertinent d'exclure tout ou partie de ces offres. En particulier, les acteurs justifieront précisément toute proposition d'inclusion des offres fondées sur la fibre et d'exclusion de celles fondées sur le câble (et réciproquement).*

COLT est d'accord sur l'inclusion des offres fondées sur la fibre dans le marché pertinent. En ce qui concerne le câble, la non-substituabilité est davantage due à l'état de déréliction du câble français qu'à la technologie en elle-même. Dans l'horizon temporel triennal pertinent pour l'analyse du marché 5, il ne nous semble pas justifiable de considérer l'inclusion du câble dans le marché, en tout cas en ce qui concerne le marché de gros permettant de réaliser des offres de détail de qualité suffisante pour desservir des usagers professionnels exigeants.

5.3 *Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la délimitation du marché pertinent ainsi retenue*

En page 17 de la 3^{ème} partie du document de consultation, l'Autorité relève que : « Au 30 septembre 2007, l'Autorité estime que France Télécom détient 99,5 % de part du marché de gros des offres d'accès haut débit activées livrées au niveau infranational. Les 0,5 % du marché détenus par ses concurrents correspondent à des accès construits au moyen du dégroupage. ». En d'autres termes, le dégroupage est un échec quand il s'agit d'ouvrir le marché de gros des offres d'accès haut débit de qualité professionnelle. Pourtant deux opérateurs s'y sont sérieusement essayés. Leur échec sur ce point montre la limite de la

désintégration verticale quand il s'agit de fournir des services de qualité. Ces mêmes opérateurs ne sont pas en situation d'échec lorsqu'ils livrent des services de gros professionnels en s'appuyant sur leur infrastructure en propre. Ce n'est donc pas leur qualité de service propre qui est en cause, ni celle de France Télécom, mais la qualité de l'intégration de ces deux niveaux de service. COLT en disant cela ne cherche à diaboliser personne, mais à faire reconnaître au régulateur que les modèles fondés sur l'unicité d'un fournisseur d'infrastructures ne peuvent, aujourd'hui et dans l'horizon temporel triennal de la présente analyse de marché, animer le marché de gros des services professionnels actifs fondés sur cette infrastructure.

5.4 Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur l'analyse menée par l'Autorité et la désignation de France Télécom comme opérateur exerçant une influence significative sur ce marché.

COLT est d'accord sur les conclusions de l'Autorité sur ce point.

5.5 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de fourniture d'offres sur interfaces de livraison IP, ATM et Ethernet dans les conditions indiquées précédemment.

COLT réitère ses réserves quant au retrait progressif annoncé de l'ATM alors que les caractéristiques du service Ethernet destiné à le remplacer ne sont pas connues. COLT rappelle que CE2O a été ouvert au service officiellement au 2ème trimestre 2005, alors qu'il n'a été réellement utilisable par les opérateurs alternatifs qu'à partir du 2^{ème} trimestre 2007. La plus grande vigilance sera donc nécessaire pour s'assurer de la substituabilité de l'ATM par l'Ethernet avant d'autoriser effectivement France Télécom à cesser de fournir l'ATM, fut-ce localement.

5.6 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de fourniture de l'ensemble de ses offres d'accès haut débit activées en ATM ou en Ethernet, suivant la nature du DSLAM, aux deux niveaux régional et départemental. Les acteurs sont invités à s'exprimer sur la proposition d'accorder à France Télécom un délai raisonnable de mise en oeuvre pour la collecte Ethernet au niveau départemental et l'extension éventuelle de cette obligation à la collecte en mode IP.

COLT est d'accord sur l'approche de l'Autorité sur ce point.

5.7 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de négocier de bonne foi la fourniture d'une offre permettant techniquement et économiquement aux opérateurs alternatifs de proposer des services audiovisuels aux clients finals. En particulier, les acteurs sont invités à décrire précisément l'architecture technique qu'il leur paraît le plus pertinent et pérenne de mettre en oeuvre dans ce but, tant de la part de l'opérateur historique que de la part des opérateurs alternatifs, et les conséquences

qu'ils en tirent sur la capacité de diffusion qui pourra être allouée à chaque opérateur.

COLT n'est pas concerné par ce sujet, tant que l'architecture déployée permet également à France Télécom d'offrir aux mêmes lieux des services de gros de qualité professionnelle.

5.8 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'imposition à France Télécom de limiter le préavis de modification de l'offre de référence à un mois dans les cas évoqués précédemment

COLT est d'accord sur cette proposition de l'Autorité.

5.9 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence du dispositif actuel d'engagements de niveau de qualité de service et de respect de ces engagements, et de leurs propositions quant à son évolution éventuelle

COLT trouve le dispositif actuel pertinent dans son principe. Les inefficacités rencontrées résultent d'un travail en commun insuffisant des opérateurs pour unifier les processus et relever le niveau global de la qualité de service. Si France Télécom abusait, il serait toujours possible pour l'Autorité de prendre des sanctions, mais le processus actuel des groupes de travail opérationnel "Dégroupage et DSL résidentiel" et « DSL professionnel et services de capacité » est vertueux et doit être encouragé, avant d'envisager de soumettre France Télécom à des obligations plus sévères.

5.10 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'ensemble des obligations que l'Autorité propose d'imposer à France Télécom pour ses offres de gros d'accès haut débit activées sur DSL livrées au niveau infranational.

COLT est d'accord sur la réduction de 40 à 20 points de présence du nombre de raccordements suffisant pour disposer sur tout le territoire d'un tarif régional.

COLT trouve insuffisante le libellé de l'obligation suivante :

- « offre d'accès en interface IP et soit en interface Ethernet dès lors que celle-ci est disponible, soit en interface ATM dans le cas contraire » et propose d'en remplacer le libellé par : « offre d'accès en interface IP et soit en interface Ethernet dès lors que celle-ci est disponible et reconnue par les opérateurs alternatifs sur la base de faits objectifs comme étant de qualité équivalente à l'ATM, soit en interface ATM dans le cas contraire ».

COLT propose d'ajouter l'obligation suivante :

- obligation de donner accès sous forme d'une interface informatique standard (par exemple, par *web service*) à ce que l'opérateur loueur d'infrastructures de génie civil a à connaître des systèmes d'information automatisés décrivant les ressources objet de l'obligation de dégroupage, et ce pour l'ensemble du cycle (éligibilité, catalogue tarifaire, commandes, suivi des commandes, livraisons, incidents et relèves d'incidents, détails de facturation, ...).

5.11 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la proposition de l'Autorité de ne pas imposer à France Télécom d'obligations d'accès pour les offres de gros d'accès activées sur fibre livrées au niveau infranational.

COLT est d'accord sur ce point tant qu'il est prouvé que les offres en question ne sont pas utilisées par des clients entreprises, que France Télécom les désigne ou non comme des offres entreprises. Dans le cas contraire, une offre de gros devrait être proposée par France Télécom, permettant à un opérateur purement entreprises ayant réalisé son infrastructure de boucle locale sur une partie du territoire national de ne pas être exclu de marchés nationaux en raison de l'absence d'offre de gros lui permettant de compléter son offre là où il n'est pas déployé en boucle locale.

5.12 Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur la pertinence et le caractère proportionné de l'obligation de comptabilisation des coûts et de séparation comptable que l'Autorité propose d'imposer à France Télécom pour ses offres de gros d'accès haut débit activées sur fibre livrées au niveau infranational.

COLT est d'accord sur le libellé de ces obligations, et demande que soit prononcée l'obligation de publication des comptes séparés.

Annexe : Réponse de COLT à la consultation de la DGE sur les mesures législatives pour le Très haut Débit

Introduction

COLT Télécommunications France (COLT) remercie vivement la DGE d'avoir lancé une consultation sur les mesures législatives envisagées pour le Très Haut Débit. COLT se tient à la disposition de la DGE pour de plus amples échanges sur les thèmes développés dans la présente réponse.

Contact : Emmanuel Tricaud, directeur des affaires réglementaires et du Développement
COLT Télécommunications France
23-27 rue Pierre Valette
92240 Malakoff
Tel : + 33 1 70 99 55 06 Home : +33 1 39 49 43 32
Fax : + 33 1 73 01 55 06 GSM : + 33 6 80 17 49 68
Email : emmanuel.tricaud@colt.net

Rappel des mesures envisagées

« Les mesures législatives soumises à consultation ont pour objectif de faciliter l'équipement des logements neufs et existants en fibres optiques. Cinq mesures sont proposées :

- a) une **obligation de mutualisation** des câbles installés par les opérateurs dans les immeubles, qui évitera de multiplier les interventions des opérateurs dans les immeubles et assurera une saine concurrence jusqu'aux logements.
- b) une **obligation de conclure des conventions** entre propriétaires et opérateurs pour l'installation, la maintenance et l'exploitation des lignes et équipements ; les parties pourront recourir à une convention-type qui fixera de manière précise leurs droits et obligations respectifs ;
- c) l'instauration d'un dispositif ouvrant la « **faculté au très haut débit** » dérivé du « droit à l'antenne ».
- d) l'**obligation de précâblage** des immeubles **neufs** de logement collectif.
- e) L'inscription de **droit à l'ordre du jour de l'assemblée générale** des copropriétaires de toute proposition commerciale d'un opérateur d'installer à ses frais des lignes à très haut débit. »

Position de COLT

COLT, qui a équipé depuis 11 ans en France 1500 bâtiments en fibres optique, et depuis 14 ans en Europe 15 000 bâtiments en fibres optique, partage l'objectif de la DGE de faciliter l'équipement des bâtiments neufs et existants en fibres optiques.

COLT est néanmoins surpris par plusieurs aspects des mesures envisagées.

La restriction aux logements

- Le texte ne parle que de logements ; or les copropriétés concernent soit des immeubles exclusivement à usage d'habitation, soit exclusivement à usage de bureaux, de magasins,

d'entrepôts, soit des immeubles à usage mixte. COLT, qui ne dessert que des entreprises, a équipé en fibres optiques de très nombreux immeubles à usage mixte.

- Le réseau de fibre optique est destiné à compléter d'abord, et probablement à supplanter ensuite le réseau de boucle locale de cuivre, qui est partagé entre les usages résidentiels et d'entreprises.
- L'ignorance affichée par le texte pour la dimension « entreprises » de la fibre optique suscite l'inquiétude d'un acteur comme nous, pour qui le réseau de boucle locale de fibre optique constitue le métier de base.
- Si le but du gouvernement est d'exclure la fibre optique à des fins professionnelles des mesures envisagées, il faudrait mieux le dire, et dire ce que l'on veut faire de la fibre à destination des entreprises.

Les dispositions concernant l'existant

Les dispositions relatives à l'inscription à l'ordre du jour des assemblées générales de copropriété des propositions commerciales des opérateurs, à la « faculté au très haut débit » et à la mutualisation des câblages installés dans les immeubles portent toutes la trace du désastre industriel qu'a été le déploiement du câble en France. Trop souvent, les opérateurs du câble ont abordé les gestionnaires d'immeubles comme en pays conquis et ont effectué des travaux sans prendre tout le soin nécessaire pour restaurer la peinture après avoir posé leur goulotte et percé les murs.

L'expérience de COLT, tant en France que dans 12 autres pays européens, est là pour montrer que la pose d'un câble optique pour desservir un local dans un immeuble ne pose aucun problème, pourvu que l'on s'adresse aux gestionnaires d'immeubles de façon courtoise et claire et que l'on effectue les travaux avec soin. Sur 1500 immeubles en France, nous avons connu moins de cinq situations bloquées entre le gestionnaire de l'immeuble (ou la copropriété) et l'occupant demandeur de nos services.

Une enquête rapide sur la qualité des relations entre les opérateurs du câble et les copropriétaires ou gestionnaires d'immeubles dans les autres pays où COLT intervient conduit à susciter l'étonnement de nos interlocuteurs quand nous mentionnons les dispositions prévues en France. Dans ces pays (Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Allemagne, Suisse, Autriche, Danemark, Suède notamment), de telles relations ne sont pas dégradées comme elles le sont en France.

Ceci est la preuve que la situation française n'est pas une fatalité. C'est pourquoi COLT regrette que la France prenne la voie de la contrainte légale des propriétaires et d'une hypothèse de monopole pour déployer le réseau passif de communications électroniques du début du XXIème siècle, au lieu de prendre le chemin de la qualité des relations humaines et des travaux de câblage, de la diversité, et le droit d'exercer la concurrence à tous les niveaux.

COLT pense que la mutualisation des fibres devrait être laissée initialement au choix des opérateurs, et à tout le moins qu'un opérateur qui préfère poser sa propre fibre (pour des raisons de topologie, de délai de réparation, de qualité) ait le loisir de le faire. COLT pense que la rationalité économique des acteurs conduira dans de nombreux cas à des accords croisés de mise à disposition de fibre dans les immeubles, et que de tels accords spontanés seraient préférables à une obligation légale.. Si jamais un problème concurrentiel persistait, il serait toujours temps, d'ici deux ans par exemple, d'envisager une régulation ex post (par un

règlement de différend, par exemple). Les dispositions envisagées ne prennent pas le chemin de cette possibilité.

COLT pratique depuis 10 ans, sur demande des gestionnaires d'immeubles, la mutualisation des goulottes, ce qui ne pose aucune difficulté.

COLT pense que le risque de « monopoles locaux » est un épouvantail agité par ceux qui veulent perpétuer les traditions de déploiement agressif du câble et qui veulent créer par la loi ces mêmes monopoles locaux qu'ils dénoncent aujourd'hui à grands cris.

Les dispositions relatives aux conditions financières d'indemnisations du propriétaire par l'opérateur en cas de dommages résultant des travaux témoignent de cette « culture du travail mal fait » qui a fait la mauvaise réputation du câble, et qui n'était pas, jusqu'ici, celle de la fibre optique dans notre pays.

Un point mal défini

Le très haut débit est une notion claire pour des journalistes, mais, si l'on veut la faire figurer dans la loi, il conviendrait de la définir précisément, ce qui n'est pas chose facile. Soit on le définit en termes de débit, et l'on se met à la merci d'un bond éventuel des performances du DSL (voir communiqué de presse d'Iliad ci-annexé)¹ ou du câble coaxial, soit on le définit en terme de support (la fibre optique), ce qui pose le problème des autres usages et des autres topologies que l'usage résidentiel.

¹ Il convient de rappeler qu'Iliad a choisi de ne pas développer cette technologie non pas parce qu'elle ne fonctionnait pas, ou perturbait les autres utilisations du réseau de cuivre, mais pour des raisons financières : Free s'assurait des retours sur investissement de long terme plus élevés en devenant propriétaire de son infrastructure passive qu'en continuant à louer le réseau passif d'un autre opérateur

Annexe : communiqué de presse de d'Iliad

Paris, le 25 Novembre 2005

Free est parvenu à délivrer grâce aux technologies DSL un débit maximum de 174 Mbit/s en réception et 18 Mbit/s en émission

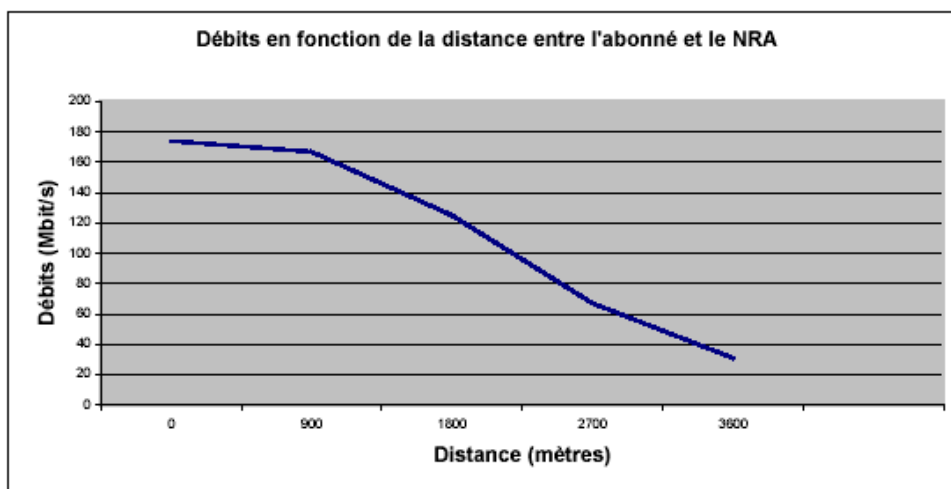
La cellule de R & D Freebox a réussi grâce au couplage de lignes à atteindre des débits extrêmement élevés dans le cadre d'une expérimentation technique.

Free a expérimenté une nouvelle technologie, désignée à ce stade "F-ADSL" basée sur l'ADSL2+ permettant d'atteindre ces performances. L'augmentation des débits avec les technologies DSL laisse ainsi présager l'invention de nouvelles applications telles que la télévision haute définition en 3D.

Les équipements DSLAM (*Digital Subscriber Line Access Multiplexeur*) de Free sont d'ores et déjà compatibles avec la technologie "F-ADSL", sans aucune modification. Cette technologie permet d'atteindre ces débits sans aucun nouvel investissement réseau. Les Freebox actuelles ne permettent pas l'accès à ces débits. Free n'envisage pas de lancement commercial pour le moment.

Contrairement au VDSL2 cette technologie est non perturbante pour le réseau et les autres abonnés. A 1800 mètres d'un NRA (*Nœud de raccordement d'abonnés*), le débit en download est d'environ 120 Mbit/s.

Grâce à sa cellule de R&D, Free démontre de nouveau sa capacité à être à la pointe de l'innovation dans les technologies haut débit. Cette stratégie permet à Free de réitérer ses objectifs de rester leader des opérateurs alternatifs en France.



Débits exprimés en ATM

Free est une filiale d'Iliad.

Le Groupe Iliad est un acteur prépondérant sur le marché français de l'accès à Internet et des télécommunications avec Free (1er opérateur ADSL alternatif), One.Tel et Iliad Télécom (opérateurs de téléphonie fixe) et Kertel (cartes pré-payées). Créé en 1991, le Groupe Iliad emploie aujourd'hui plus de 1 000 personnes. Le Groupe Iliad est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris sous le symbole ILD.